

Discours de Mme Ana GUTU sur le projet de résolution « Vivre ensemble dans l'Europe du XXI-e siècle : suites à donner au rapport d'éminentes personnalités », 22.06.2011

Mesdames et Messieurs, je crois que nous éprouvons tous une énorme satisfaction du fait que le dialogue interculturel reste une préoccupation majeure de notre Assemblée et aujourd'hui nous débattons autour de l'analyse menée par le Groupe d'éminentes personnalités intitulé «Vivre ensemble – Concilier la diversité et la liberté dans l'Europe du XXIe siècle», présenté le 11 mai 2011, à l'occasion de la 121-e session du Comité des Ministres à Istanbul. J'ai attentivement lu le rapport de M.Toshev, et oui, le rapport et le projet de recommandation qui mettent en exergue plusieurs documents du CoE et de l'APCE susceptibles d'assurer une base légale au niveau européen du concept « vivre ensemble». Le texte de la recommandation et du rapport use abondamment de la notion du « multiculturalisme», qui est mis en cause le dernier temps. Oui, l'Europe est multiculturelle, il y a de nombreux pays européens qui sont multiculturels, mais je crois que le concept mérite d'être redéfini et redimensionner, fait prouvé aussi par les nombreux forum scientifiques et académiques. Une société peut être multiculturelle et nous utilisons le terme par commodité, mais cela ne signifie guère que les individus, les citoyens de cette société sont pluriculturels.

Des 8 risques identifiés par les grandes personnalités se référant aux principes de la CEDO, je voudrais m'arrêter sur le phénomène «des sociétés parallèles ». Ce phénomène malheureusement, existe dans mon pays, la République de Moldavie, qui est un espace de tolérance en matière de langues et cultures. La situation politique en RM n'est pas du tout simple, elle est strictement liée à la structure culturelle et ethnique de la population.

Après des années dures d'occupation soviétique, de dénationalisation, de migrations forcées, la RM est prisonnière aujourd'hui de ce qu'on appelle chez nous « le vote identitaire ou ethnique», divisant la société en deux. J'avoue que j'ai honte pour mon pays de ne pas avoir condamné jusqu'aujourd'hui le régime totalitaire-communiste dans l'esprit de la résolution 1481 de l'APCE, et, en plus, c'est le seul pays ex-soviétique qui vote encore massivement le Parti de Communistes, un parti anti-systémique, antipopulaire. Deux sociétés parallèles existent en RM – une, constituée des roumains-moldaves, s'orientant vers l'Europe, partageant les valeurs de la démocratie, l'autre – constituée des minorités ethniques, s'orientant vers le passé, mais aussi vers l'est, rejetant l'idée de l'intégration dans l'espace européen. Les premiers sont plurilingues, tolérants, acceptent la culture et l'identité d'autrui. Les seconds ne parlent que le russe, ne veulent pas étudier l'histoire du pays, et tout respect des lois en vigueur qu'on leur exige est considéré comme une violation de leurs droits.

Comment briser ce parallélisme culturel qui ne date pas d'hier ? Comment faire disparaître le fossé immense qui s'est creusé durant deux siècles entre les deux parties de la société moldave?

C'est une question qui tracasse non seulement la RM mais je ne vais pas citer d'autres exemples. La société divisée est un véritable fléau pour les citoyens de la RM. Et c'est avec regret que je constate que l'intégration européenne ne constitue pas encore un projet national

pour notre pays, dans lequel devraient s'engager tous les citoyens, indifféremment de l'appartenance nationale. Pour la RM la question se pose de « vivre ensemble » d'abord dans leur propre pays, et bien sur, en Europe, Dieu merci, qu'au moins la situation géographique nous est favorable.

Merci de votre attention !